Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines

John CERULLO, *Minotaur. French Military Justice and the Aernoult-Rousset Affair*

DeKalb : Northern Illinois University Press, 2011, ix-295 p. ISBN 978 0
87580 433 0. \$ 40.

Odile Roynette

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4974>

DOI : 10.4000/rh19.4974

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 227-228

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Odile Roynette, « John CERULLO, *Minotaur. French Military Justice and the Aernoult-Rousset Affair* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 20 décembre 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4974> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4974>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

John CERULLO, *Minotaur. French Military Justice and the Aernoult-Rousset Affair*

DeKalb : Northern Illinois University Press, 2011, ix-295 p. ISBN 978 0 87580 433 0. \$ 40.

Odile Roynette

RÉFÉRENCE

John CERULLO, *Minotaur. French Military Justice and the Aernoult-Rousset Affair*, DeKalb : Northern Illinois University Press, 2011, ix-295 p. ISBN 978 0 87580 433 0. \$ 40.

- 1 Le 11 février 1912, 120 000 personnes accompagnaient jusqu'au cimetière parisien du Père Lachaise les restes du soldat Albert Aernoult, mort sous les coups de ses tortionnaires le 2 juillet 1909 dans un des bagnes coloniaux de l'armée française situé à la frontière de l'Algérie et du Maroc, le camp de Djennan-ed-Dar. L'attention avait été attirée sur ce crime par un de ses co-détenus, Émile Rousset, qui, grâce à la mobilisation de l'extrême gauche et des militants antimilitaristes, parvint à obtenir une enquête, puis un procès, avant d'être lui-même accusé de meurtre en septembre 1911. Opposants et défenseurs firent campagne dans la presse, au Parlement, dans les rues et arrachèrent le non-lieu pour Rousset le 24 septembre 1912. C'était le terme d'une très longue bataille judiciaire et politique, connue sous le nom d'affaire Aernoult-Rousset, une nouvelle « affaire Dreyfus prolétarienne », qui, comme le montre l'historien John Cerullo, pose la question de la place de l'armée dans une société française en pleine démocratisation.
- 2 Cette affaire était déjà connue des spécialistes de l'histoire de l'armée sous la III^e République, mais elle n'avait jamais été analysée d'aussi près, grâce à de multiples sources puisées aux archives – et notamment le dossier d'enquête concernant Émile Rousset conservé au Service Historique de la Défense (SHD) à Vincennes près de Paris –

ainsi que dans la presse à grand tirage comme dans la presse militante. John Cerullo nous convie ainsi à une passionnante investigation, moins dans le cœur de « l'archipel répressif » (Dominique Kalifa) que formaient en Afrique du Nord les bataillons d'infanterie légère d'Afrique (les Bat' d'Af) et les compagnies de discipline (les Biribi) que dans l'antichambre de ces camps, les tribunaux militaires du temps de paix qui firent régner un impitoyable discipline sur l'armée de la nation, et singulièrement sur ses sans-grade qui en formaient l'îlot le plus vulnérable.

- 3 John Cerullo prend, à juste titre, le soin de retracer la mise en place à partir de la Révolution française d'une justice militaire créée afin de placer les soldats-citoyens à l'abri de l'arbitraire, d'adoucir les punitions et d'introduire la loi partout, y compris sous les drapeaux. Avec le déclenchement puis la généralisation de la guerre en Europe à partir de 1792, le système, toutefois, se durcit et conduisit à l'adoption progressive sous le second Empire du principe dit de la « compétence personnelle » selon lequel tous les militaires, quelle que soit la nature de l'infraction commise, relevaient uniquement de la justice militaire fondée sur l'exemplarité des peines et la célérité de la procédure, toutes deux garantes, aux yeux de l'armée, du maintien de la discipline.
- 4 Si l'affaire Dreyfus inaugure une remise en question du particularisme militaire, l'affaire Aernoult-Rousset fut pour l'extrême gauche antimilitariste comme pour tous les défenseurs des droits de l'homme, l'occasion d'aller au-delà des quelques timides – mais néanmoins réelles – réformes introduites avant 1909. L'ouvrage montre que la bataille se concentra sur la remise en cause de l'autonomie du pouvoir militaire par rapport au pouvoir civil, sur l'introduction dans l'armée des principes démocratiques au nom desquels s'imposait une enquête – et une condamnation – des meurtriers d'Aernoult, qui n'intervint pas. Ces derniers, au nombre de trois, furent en effet acquittés par un conseil de guerre à Oran le 12 septembre 1911, alors que, dans le même temps, Émile Rousset, qui avait dénoncé leurs agissements, était inculpé de meurtre à l'encontre d'un autre soldat du camp de Douera où il avait fini par être transféré.
- 5 L'auteur dénoue de manière convaincante les fils de cet imbroglio judiciaire et conclut de manière nuancée, après la reconnaissance du non-lieu à l'encontre de Rousset, sur l'opiniâtre résistance de l'institution militaire face aux aspirations démocratiques émanant de la société civile. Si Rousset – un personnage au demeurant fort ambigu – parvint à échapper aux griffes du « minotaure judiciaire », cette justice militaire avide de broyer la jeunesse comme le monstre de la mythologie dévorait les jeunes Athéniens, les concessions obtenues par les défenseurs des libertés publiques avant 1914 furent minimes. La principale fut la décision prise le 11 avril 1910 de transférer les bagnes militaires d'Afrique du Nord vers la métropole, sans toucher néanmoins aux fondements d'une justice militaire qui demeurerait en vase clos. La Grande Guerre, et notamment ses premiers mois sur le front occidental, marquèrent à la fois l'acmé de ce système et son chant du cygne.